Fondation Jean Jaurès

International

PRIX NOBEL DE LA PAIX À MARIA CORINA MACHADO : UN COUP DE POUCE DÉMOCRATIQUE MÉRITÉ MAIS PÉRILLEUX

Jean-Jacques Kourliandsky

16/10/2025

L'opposante vénézuélienne Maria Corina Machado a reçu le prix Nobel de la paix 2025, récompensant son engagement démocratique malgré la répression dont elle est victime dans son pays. Si ses partisans saluent une victoire symbolique, son lien avec les États-Unis et son positionnement politique alimentent les tensions internationales. Entre espoir pour la démocratie et risques d'escalade, Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation, met en lumière l'ambiguïté d'un prix oscillant entre reconnaissance morale et enjeux géopolitiques.

On attendait Donald Trump, et ce fut Maria Corina Machado que le jury du prix Nobel a choisi le 10 octobre 2025 comme porte-drapeau international de la paix 2025. L'intéressée vivant en clandestinité, quelque part au Venezuela, ses amis ont été les premiers à remercier les jurés. José Antonio Vega, cadre du parti de Maria Corina Machado (MCM), « Vente Venezuela » [Viens Venezuela], a fait part de « ses sentiments indescriptibles » et de « la reconnaissance de la lutte d'un peuple ». MCM, un temps plus tard, a salué « le peuple du Venezuela qui souffre et remercié le président Trump pour son soutien décisif ». Le prix consacre une personnalité politique bâillonnée et poursuivie par les autorités de son pays. Mais, loin de contribuer à la paix, il ajoute un élément de crise à la crise. Le jury, qui a perçu l'ambiguïté de cette attribution, l'a accompagnée d'un exposé des motifs alambiqué : « Maria Corina Machado a démontré que les composants de la démocratie sont aussi ceux de la paix[1] ». Cette ambivalence explique sans doute celle des réactions internationales.

Les responsables latino-américains et européens ont en effet félicité la lauréate avec plus ou moins de conviction. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a salué un « puissant message en faveur de la démocratie ». « Chère Maria », a-t-elle poursuivi, « la lutte

continue ». Sur son compte X, l'ex-président colombien, Alvaro Uribe (extrême droite), n'a pas caché son enthousiasme : « Vive Maria Corina, vive la démocratie, vive le Venezuela », achevant sur un « Vive la Colombie ». Son successeur actuel, Gustavo Petro (gauche), a rédigé un éloge à double entrée : « Je félicite Wangari (Maathai, Nobel de la paix 2004) et Maria Corina pour leurs prix Nobel. Wangari a lutté pour la planète contre le changement climatique. De Maria Corina j'espère qu'elle aide son pays à aller vers un dialogue de paix durable ».

La réaction de la Maison-Blanche a surpris. Loin de féliciter une amie politique, le communiqué publié a marqué une réserve forte : « Le président [Trump] continuera à fabriquer des accords de paix, arrêtant des guerres, sauvant des vies. Il a un cœur d'humanitaire et personne comme lui ne peut renverser les montagnes grâce à la force de sa volonté. Le Comité Nobel a mis la politique au-dessus de la paix ». Le commentaire de la présidence étatsunienne a surpris compte tenu des liens d'amitié signalés par Maria Corina Machado à l'égard de Donald Trump et de sa politique vénézuélienne. Le 25 août dernier, répondant aux questions de la chaîne Fox News, Maria Corina Machado avait salué positivement les pressions militaires et autres exercées par les États-Unis contre le Venezuela. Il ne s'agissait pas de mesures visant à « changer » les autorités, avait-elle précisé – les Vénézuéliens ayant clairement exprimé leur choix aux présidentielles du 28 juillet 2024 – mais plutôt de soutenir Washington dans son offensive contre une organisation délinquante : « le régime de Maduro ». Ce régime constitue, avait-elle ajouté, « une menace directe pour les États-Unis ». Le Secrétaire d'État, Marco Rubio, et un groupe d'élus républicains soutenaient depuis plusieurs mois la candidature de Maria Corina Machado auprès du Comité Nobel. Ils avaient sans doute sous-estimé l'appétit de Donald Trump, qui veut en toutes choses le beurre et l'argent du beurre. L'heureuse élue a téléphoné à Donald Trump pour lui rappeler la convergence de leurs intérêts.

La mise en touche des règles de la démocratie au Venezuela est, cela dit, indéniable. Accorder un prix des droits humains à Maria Corina Machado est justifié. Ces derniers mois, elle a reçu bien d'autres prix reflétant la préoccupation internationale[2], elle qui avait en effet été interdite de candidature aux présidentielles du 28 juillet 2024. Le dépouillement des bulletins est demeuré discrétionnaire, et leur décompte toujours inconnu. Le pouvoir électoral local n'a pas publié, comme il en avait l'obligation, les procès-verbaux des résultats, bureau de vote par bureau de vote, ce qui n'a pas permis de les confronter aux relevés faits par l'opposition, signalant une victoire nette de son candidat, Edmundo Gonzalez. Ce manquement évident à l'ordre électoral démocratique, la mise à l'écart de Maria Corina Machado et de d'autres figures de l'opposition ont été critiqués et condamnés par toutes sortes de gouvernements, en Amérique latine et en Europe, de droite comme de gauche.

Ce manquement au droit et à la démocratie supposait-il pour autant le blanc-seing donné par le Comité Nobel aux sanctions unilatérales des États-Unis et, dans la période la plus récente, aux attaques létales ayant ciblé, sans mandat international, des embarcations vénézuéliennes, provoquant la mort de 27 personnes[3] ? Donald Trump a annoncé d'éventuelles initiatives militaires terrestres, qui ont provoqué une émotion au Venezuela, dans les Caraïbes et globalement en Amérique latine. Le respect des souverainetés est un principe figurant dans la Charte de l'Organisation des Nations unies, sa violation éventuelle suppose un accord des Nations unies et de son Conseil de sécurité. Pour des raisons évidentes, le principe est traditionnellement défendu par les États modestes ayant été victimes d'agressions et d'ingérences extérieures venues de grandes puissances, et les Latino-Américains y sont particulièrement attachés – le Mexique a dédié l'un de ses musées à la mémoire des interventions étrangères, étatsuniennes et françaises. La saisine de la Cour pénale internationale (CPI) a été évoquée pour mettre en examen le président vénézuélien. La candidature de la CPI avait été évoquée pour le Nobel de la paix[4]. Deux principes de droit international aussi fondamentaux l'un que l'autre sont, dans la crise vénézuélienne, en frottement contradictoire : le respect de la démocratie et celui de la souveraineté.

Mais les réserves de Donald Trump ont-elles quelque chose à voir avec les grands principes du droit international ? Ses réticences face à l'attribution d'un prix censé valider, au nom de la paix, une stratégie pourtant guerrière ont mis en lumière moins une prudence qu'une véritable absence de scrupules. Les pressions qu'il a exercées sur le Venezuela – sans aller jusqu'au but des moyens dont il dispose – relèvent d'autres considérations. La force des États-Unis – diplomatique, financière, militaire – a été instrumentalisée au profit d'intérêts très concrets : libération de citoyens nord-américains, acceptation par Caracas de vols de ressortissants nationaux expulsés et autorisation d'exploitation pétrolière accordée exclusivement à l'entreprise nord-américaine Chevron. Dans un tel contexte, attribuer le Nobel de la paix à une opposante importante fait peser la balance des pressions vers l'option maximale, voire guerrière, au risque de faire perdre la main à Donald Trump. Le pétrolier Repsol, par exemple, négociait au même moment un compromis avec Donald Trump : la reprise de ses activités au Venezuela en échange d'importants investissements gaziers aux États-Unis, accompagnés d'une concession symbolique, car Repsol a rebaptisé dans ses documents de travail, comme le souhaite Trump, le « Golfe du Mexique » en « Golfe de l'Amérique »[5]. On notera la réponse laconique donnée à un journaliste du quotidien espagnol, *El Pais*, par MCM, concernant un échange téléphonique avec Donald Trump au lendemain de l'attribution de prix Nobel de la paix. « Ce fut », a-t-elle commenté, « une conversation privée et je préfère en rester là »[6].

Paradoxalement, les orientations idéologiques les plus extrêmes ont été confortées par le Comité Nobel qui a, au minimum, nié la diversité de l'opposition en qualifiant MCM de « figure clef et

unificatrice de l'opposition », ce qui est inexact. Au Venezuela, une opposition plus démocratique et idéologiquement non marquée à l'extrême droite existe et cohabite difficilement avec MCM. Ce choix complique la recherche d'une solution de paix. L'extrême droite, espace politique de Maria Corina Machado, sort renforcée par cette décision – un camp dont la candidate est partie prenante de l'ibérosphère inventée par le parti espagnol d'extrême droite Vox. Maria Corina Machado a adhéré à la « Lettre de Madrid », fondatrice de cet espace, au côté de Santiago Abascal (Espagne), José Antonio Kast (Chili), Marion Maréchal (France), Giorgia Meloni (Italie), Javier Milei (Argentine), Eduardo Bolsonaro (Brésil), Victoria Villarruel (Argentine) et Charlie Weimers (Suède). Elle en a épousé les principes.

Le 10 octobre 2025, des suites de l'annonce du prix Nobel, son communiqué témoigne de cette tendance guerrière, « nous sommes au seuil de la victoire, [...] plus que jamais nous comptons sur le président Trump ». Au Venezuela, une partie de l'opposition en faveur de Henrique Capriles, candidat d'opposition contre Hugo Chavez (2012) et Nicolas Maduro (2013), interdit de candidature en 2017 pour une durée de quinze ans, refuse de cautionner les ingérences de Washington comme c'est le choix de MCM, tout en condamnant les dérives antidémocratiques du régime. « La majorité de ceux qui approuvent une invasion [du Venezuela] par les États-Unis ne vivent pas au Venezuela », a-t-il expliqué à la BBC. « Je crois aux processus. La politique est l'art de la négociation. [...] Le fait que Maduro ait volé les élections ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'espace pour trouver une solution[7] ». Le 10 octobre dernier, Capriles a été contraint de se joindre aux félicitations, tout en rappelant l'importance qu'il attachait à la souveraineté nationale et à la recherche d'une solution démocratique non violente. Le régime s'est replié sur lui-même et appelle, avec un certain succès, la population au patriotisme pour défendre le territoire national. Beaucoup de chefs d'État latino-américains, soumis au chantage permanent de la Maison-Blanche, sont restés silencieux. Claudia Sheinbaum, présidente mexicaine par exemple, interpellée par un journaliste au cours de sa conférence de presse du matin, a refusé de commenter la décision du Comité Nobel.

Jusqu'ici, six Latino-Américains avaient été lauréats du Nobel de la paix : le diplomate argentin Carlos Saavedra Lama, médiateur du conflit du Chaco entre la Bolivie et le Paraguay, auteur d'un plan de paix universelle (1936) ; l'artiste argentin, Adolfo Pérez Esquivel, responsable pendant la dictature militaire de Paix et justice (1980) ; Alfonso García Robles, diplomate mexicain, inventeur du traité de Tlatelolco, dénucléarisant l'Amérique latine (1982) ; Óscar Arias Sánchez, président du Costa Rica, artisan de la paix en Amérique centrale (1987) ; la Guatémaltèque Rigoberta Menchú, militante des droits des autochtones (1992) ; Juan Manuel Santos, président colombien, initiateur du traité mettant fin au conflit militaire avec les FARC (2016).

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

1. Sebastián Bruno Martinez, « María Corina Machado ganó el premio Nobel de la Paz 2025 », Infobae, 10 octobre 2025.
2. Le prix Liberté 2025 de Freedom House ; le prix Héros de la démocratie 2025 de Renew Democracy Initiative ; le prix de la mairie de Madrid Clara Campoamor 2025 ; le prix Courage 2025 décerné à Genève ; le prix Vaclav Havel des droits humains 2024 ; le prix Bruno Leoni 2024. Voir *El Nacional*, Caracas, 10 octobre 2025.
3. « Une nouvelle frappe américaine au large du Venezuela tue six « narcotrafiquants », annonce Trump », France 24, 14 octobre 2025.
4. Grégoire Sauvage, « Nobel de la paix : dix concurrents qui pourraient priver Trump du prix qu'il convoite tant », France 24, 9 octobre 2025.
5. Paula María, « Repsol lanza un guiño a Trump en plena negociación por Venezuela: cambia el nombre a su negocio del golfo de México por "golfo de América" », *El Mundo*, 6 octobre 2025.
6. Javier Lorca et Ignacio Fariza, « Trump: "Machado me llamó y dijo: 'Estoy aceptando el premio en tu honor" », *El Pais*, 11 octobre 2025.
7. « Henrique Capriles: « La mayor parte de las personas que quieren una invasión de Estados Unidos no viven en Venezuela »», BBC News Mundo, 28 août 2025.